

Les vraies raisons qui poussent la Chine à délocaliser

Par Challenges.fr le 04.12.2014 à 15h16, mis à jour le 04.12.2014 à 15h16



Par Jean-François Dufour, Directeur, DCA Chine-Analyse.

Après trente ans de captation de délocalisations, et dix ans d'investissements à l'étranger dans l'acquisition de matières premières ou de technologies, la Chine entend passer à une phase

de délocalisation partielle de certaines de ses propres capacités industrielles. Un plan présenté fin novembre par la province du Hebei, avec l'aval implicite des autorités nationales, constitue l'affirmation la plus claire à ce jour de ce nouvel objectif.

Malgré les changements enregistrés par le pays depuis trente ans, ce n'est pas la hausse des coûts dans les industries de main-d'œuvre qui va motiver cette démarche.

Au contraire, la Chine a pris soin, ces dernières années, de faire en sorte que ces industries, devenues moins compétitives dans ses provinces côtières, les plus développées, se relocalisent effectivement. Mais à l'intérieur du pays, dans d'autres régions demandeuses d'activité industrielle, et non à l'étranger.

La migration de certains secteurs à faible valeur ajoutée qui avaient fondé le décollage d'une province côtière comme le Guangdong, a ainsi dynamisé des régions enclavées, mais dotées d'infrastructures de transport pour répondre à ce handicap. L'Anhui, zone de relocalisation massive de la fabrication d'électroménager, ou le Henan et Chongqing, nouveaux pôles de l'assemblage de produits électroniques grand public, en constituent des exemples.

Industries lourdes et échelle mondiale

Les industries que la Chine entend aujourd'hui délocaliser à l'étranger sont des industries lourdes, d'amont. Et les motivations de cette volonté sont la pollution induite par la concentration de ces industries ; et leurs surcapacités par rapport à la demande domestique, alors même qu'il s'agit de matériaux dont le poids impacte le coût à l'export.

La première des industries que la Chine compte partiellement délocaliser est ainsi la sidérurgie.

L'annonce en ce sens, venue du Hebei, en fait certes une décision "provinciale". Mais avec l'aval implicite des autorités centrales (Beijing est enclavée dans le territoire du Hebei) ; et à l'échelle de la Chine.

La province du Hebei, qui a produit 188 millions de tonnes d'acier en 2013 - soit plus que toute l'Union Européenne (166 millions de tonnes) et près du double des Etats-Unis (87 millions de tonnes) la même année - est en effet la première région sidérurgique du monde. Son intention de délocaliser à l'étranger, d'ici 2023, ne porte que sur 10% de ses capacités de production d'acier ; mais ces 10%

représentent 20 millions de tonnes annuelles, soit 25% de plus que les capacités de la sidérurgie française aujourd'hui (16 millions de tonnes).

Volonté de concrétisation

L'autre point important vient du fait que la décision ne se limite pas à une annonce d'intention ; elle a été précédée d'éléments visant à la concrétiser à court terme. Hebei Iron & Steel (HBIS), le premier sidérurgiste chinois, qui contrôle l'essentiel de la production d'acier de la province, a ainsi finalisé en septembre l'acquisition du groupe de négoce suisse Duferco. Or ce spécialiste de l'acier lui apporte ses trente ans d'expérience et son implantation sur des marchés qui, de l'Europe centrale et orientale à l'Amérique du sud, en passant par l'Afrique, constituent les destinations de délocalisation annoncées par le Hebei.

HBIS a d'ailleurs déjà posé les premiers jalons de la démarche : un accord a été passé en ce même mois de septembre avec l'Industrial Development Corporation (IDC) d'Afrique du Sud, pour la construction dans ce pays d'un complexe visant à terme 5 millions de tonnes de production annuelle d'acier.

Moyens financiers

Le projet sud-africain de HBIS est également révélateur des moyens financiers mis à la disposition de ces projets de délocalisation.

L'essentiel des 4,5 milliards de dollars qu'il implique serait en effet apporté par le China - Africa Development Fund (CAD), un fond d'investissement derrière lequel on trouve la China Development Bank (CDB), la puissante banque "politique" de Beijing.

Et c'est ce même CAD qui a apporté les 200 millions de dollars nécessaires à la première cimenterie à l'étranger - en Afrique du Sud toujours - du groupe Jidong, dont la construction a commencé il y a quelques mois. Or Jidong est le troisième cimentier chinois, et le premier ... du Hebei.

La province a en effet annoncé, en même temps que ses projets dans l'acier, la volonté de délocaliser 30 millions de tonnes de production de ciment - l'équivalent des capacités de l'Italie dans ce secteur. La production de ciment chinoise présente en effet les mêmes caractéristiques, de concentration d'émissions polluantes et de surcapacités, que la sidérurgie.

La Chine s'apprête donc à passer aux délocalisations. Mais à la différence de nombreux pays, elle entend qu'il s'agisse de délocalisations voulues, et pilotées par les autorités, et non subies.